

Accord départemental
PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ
DES SALARIÉS NON CADRES
DES EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Allier)
(3 septembre 2009)

(Etendu par arrêté du 11 mars 2010,
Journal officiel du 19 mars 2010)

AVENANT N° 3 DU 18 SEPTEMBRE 2013

NOR : AGRS1497005M

Entre :

La FNSEA de l'Allier ;

La FDSEA de l'Allier ;

Le syndicat des employeurs de main-d'œuvre de l'Allier ;

La fédération des entrepreneurs du territoire de l'Allier ;

La FD des CUMA de l'Allier ;

Le syndicat des producteurs de l'horticulture et des pépinières de l'Allier,

D'une part, et

La fédération des ouvriers agricoles et forestiers CGT de l'Allier ;

La FGA CFDT de l'Allier ;

Le SNCEA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant fait suite à la volonté des partenaires sociaux d'élargir le champ d'application professionnel de l'accord aux entreprises de l'horticulture et de la pépinière du département de l'Allier, dans la mesure où le régime complémentaire frais de santé de ces dernières comportait des garanties identiques à celles prévues par ledit accord.

Article 1^{er}

Au troisième alinéa de l'article 1.1, les mots : « à l'exclusion des producteurs de l'horticulture et de la pépinière » sont remplacés par les mots : « dont les producteurs de l'horticulture et de la pépinière ».

Article 2

Les trois derniers alinéas de l'article 7.1 sont remplacés par l'alinéa suivant :

« La cotisation obligatoire ainsi prévue est répartie à raison de 30 % à la charge de l'employeur et 70 % à la charge du salarié. »

Article 3

Le présent avenant est, par voie de conséquence, subordonné à l'entrée en vigueur de l'avenant n° 3 du 18 septembre 2013 à l'accord départemental du 3 septembre 2009 relatif à l'assurance complémentaire frais de santé des salariés non cadres des entreprises d'horticulture et de pépinières de l'Allier.

Il prendra effet à compter du premier jour du trimestre civil qui suit la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel* et, en tout état de cause, au plus tôt le 1^{er} janvier 2014.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale de l'Allier de la DIRECCTE Auvergne.

Fait à Moulins, le 18 septembre 2013.

(Suivent les signatures.)